Le général François Jarry au service de l'Angleterre (1793-1806)

General François Jarry in the Service in England (1793-1806)

Hugues Marquis

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10581>
DOI : 10.4000/ahrf.10581
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009
Pagination : 93-118
ISBN : 978-2-200-92558-1
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Hugues Marquis, « Le général François Jarry au service de l'Angleterre (1793-1806) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 356 | avril-juin 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10581> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10581>

LE GÉNÉRAL FRANÇOIS JARRY AU SERVICE DE L'ANGLETERRE (1793-1806)

Hugues MARQUIS

Cet article apporte des précisions sur la carrière anglaise du général François Jarry de la Vilette qui fit l'essentiel de sa carrière au service de la Prusse et participa dans l'armée française à la campagne de 1792. De 1793 à 1806, Jarry est au service du gouvernement britannique, d'abord comme conseiller militaire jusqu'en 1799, notamment pendant la campagne des Flandres, puis comme enseignant et Inspecteur au Royal Military College, qu'il fonde avec le major-général Le Marchant, et où il assure la formation des officiers de l'armée britannique. Ses écrits, conservés dans les archives britanniques, pour la plupart inédits, portent un regard critique sur les choix stratégiques faits par les membres de la Première coalition et la conduite de la guerre.

Mots-clés : campagne des Flandres, siège, place forte, coalisés, renseignements, armée britannique, émigrés, Jarry, duc d'York, Cobourg, Royal Military College.

Les bouleversements introduits par la Révolution, en particulier la destitution de Louis XVI, provoquèrent l'émigration de beaucoup de cadres de l'armée française¹. Une fois les frontières franchies, ces officiers se retrouvaient dans le camp des ennemis de la République. Voulant apporter leur contribution à la lutte contre-révolutionnaire, ils cherchaient à mettre leurs compétences au service des puissances coalisées, soit en

(1) « L'émigration avait dépeuplé les états-majors », écrit Jean-Louis Camille GAY de VERNON dans son *Mémoire sur les opérations militaires des généraux en chef Custine et Houchard*, Paris, Didot, 1844, p. 35.

combattant à leur côté ou dans leurs rangs, soit en leur fournissant des informations de nature militaire. Cette dernière forme d'action reste mal connue ; aussi l'activité du général Jarry, entré au service de l'Angleterre comme conseiller militaire pendant ces temps troublés, mérite-t-elle d'être précisée.

La carrière du général Jarry avant son émigration a été retracée par Arthur de Ganniers². Mais cette étude, qui porte principalement sur son rôle dans l'incendie de Courtrai, ne nous apporte aucun renseignement sur son activité après son émigration, particulièrement entre 1792 et 1795 : « Le nouvel émigré erra pendant trois ans en Europe, sans qu'on sache exactement la façon dont il employa son temps » avoue l'auteur³. L'examen de lettres et de mémoires conservés dans les archives britanniques permet de faire la lumière sur cette période essentielle de la seconde carrière du général et plus largement sur les choix faits par les émigrés pour assurer leur survie professionnelle.

Une carrière militaire internationale

François Jarry de Vrigny de la Villette naquit en France en 1733. Après des études pour entrer dans le corps des ingénieurs, il fit l'essentiel de sa carrière militaire au service de la Prusse de 1763 à 1791, d'abord comme capitaine ingénieur, puis comme major et colonel⁴. Il y organisa et dirigea l'académie militaire de Berlin. Envoyé en mission dans les Pays-Bas autrichiens en 1788 par Frédéric-Guillaume II, il entra en contact avec des chefs de la Révolution brabançonne. En 1790 il servit d'intermédiaire à Berlin aux démocrates belges qui voulaient traiter avec le roi de Prusse⁵.

Jarry se retira ensuite à Bordeaux et fut fait chevalier de Saint-Louis le 19 juin 1791⁶. Les menaces qui pesaient sur le pays lui firent reprendre du service. Le 6 juillet 1791, il fut admis dans l'armée française en qualité d'adjudant-général colonel⁷. Il servit à l'armée du Nord comme aide-de-

(2) Arthur de GANNIERS, « Le général Jarry et l'incendie de Courtrai », *Revue des questions historiques*, 1900, p. 506.

(3) *Ibid.* p. 549.

(4) Sous le nom de « la Vilette ».

(5) P. VERHAEGEN, *La Belgique sous la domination française, 1792-1814*, Bruxelles, Goemaere, 1929, p. 41. Rapport de Jarry daté de Berlin du 9 mars 1790, Bibliothèque royale de Belgique, Mss. 20474 ; Emmanuel DINNE, *Mémoire historique, et pièces justificatives pour M. Van der Mersch*, Lille, 1791, II, p. 345.

(6) Service Historique de la Défense (SHD, Vincennes), 4 Yd 3 877.

(7) *Ibid.*

camp général du maréchal de Rochambeau. Recommandé par Biron à Talleyrand et au ministère, il reçut en janvier 1792 une mission secrète à Berlin avec « une énorme latitude de moyens de corruption »⁸, échoua et revint en France. Le 27 mai 1792, promu maréchal de camp, il commanda l'avant-garde de l'armée sous les ordres de Luckner. Après avoir occupé Menin et Courtrai dont il ordonna l'incendie des faubourgs au moment de la retraite le 30 juin 1792, il fut ensuite affecté à l'armée du Centre ou de Metz⁹ et commanda le camp de Fontoy.

Les conséquences de la journée du 10 août conduisirent Jarry à émigrer le 21 août avec le colonel de Froissy¹⁰, peu après La Fayette (19 août). Comme lui et d'autres officiers il fut emmené en détention à Luxembourg¹¹.

Bientôt libéré mais sans ressources, Jarry chercha à mettre en avant ses compétences militaires. C'est par l'intermédiaire du comte de La Marck, qu'il avait connu à Berlin¹², que Jarry fut mis en rapport avec le comte de Mercy, ministre de l'Empereur à Bruxelles, alors à la recherche de plusieurs « sujets distingués » pour servir dans l'armée autrichienne. Le comte de Mercy apprécia l'esprit de cet officier dont il ne cessa ensuite de vanter les talents¹³. Il fit envoyer au prince de Saxe-Cobourg un mémoire de Jarry : « Les idées de cet officier me paraissent lumineuses. Je suis heureux d'apprendre comment elles seront accueillies par notre commandant général »¹⁴. Mercy put obtenir de Metternich qu'un « chétif secours » soit versé à Jarry¹⁵, sans pouvoir toutefois le faire entrer dans l'armée autrichienne.

Mercy tenta alors de l'attacher au service du Stadthouder de Hollande¹⁶. Il expédia deux mémoires de Jarry au comte de Starhemberg, envoyé de la cour de Vienne¹⁷. Jarry était présenté comme « un homme qui a été la

(8) *Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de la Marck*, Le comte de La Marck au comte de Mercy Argenteau, 22 janvier 1792, Paris, Libr. Vve. Le Normand, 1851, III, p. 294.

(9) En août, SHD, 4 Yd 3 877.

(10) *Ibid.* ; Arthur CHUQUET, *La première invasion prussienne*, Paris, Léopold, 1888, p. 198.

(11) British Library, Londres (BL), Add. Mss. 59128, f° 5, Elgin à Grenville, Bruxelles, 21 août 1792.

(12) Arthur de GANNIERS, *op. cit.*, p. 516.

(13) *Correspondance Mirabeau... op. cit.*, Comte de Mercy Argenteau au Prince d'Arenberg (comte de La Marck), Wesel, 16 janvier 1793, III, p. 366.

(14) *Ibid.*, Mercy à Arenberg, Wesel, 2 février 1793, III, p. 372.

(15) *Ibid.*, Mercy à Arenberg, Wesel, 2 et 9 février 1793, III, p. 373 et 378.

(16) *Ibid.*, Mercy à Arenberg, Wesel, 2 février 1793, III, p. 373.

(17) *Ibid.*, Mercy à Arenberg, Wesel, 22 février 1793, III, p. 382.

cheville ouvrière de Mr de Rochambault et de Luckner »¹⁸, dont les nombreux talents se joignent à des connaissances locales « qui le rendraient très utile sur le théâtre de la guerre présente ». Ce serait, disait Mercy, rendre un service important au Prince Stadthouder et à la République des Provinces-Unies si le comte de Starhemberg les engageait « à donner de l'emploi à M. de Jarry, qui connaît à fond les frontières hollandaises et très particulièrement tous les moyens d'attaque dont elles sont menacées par l'ennemi »¹⁹. Mercy pensait aussi que Jarry devrait « porter ses vues sur la Russie », ou du moins « y préparer des voies, si on refusait de lui en ouvrir ailleurs »²⁰. C'est finalement auprès de l'Angleterre que Jarry devait trouver audience.

En avril 1793, le comte de Mercy, alors à Bruxelles, recommanda Jarry au colonel Crawford, commissaire britannique auprès de l'état-major autrichien²¹. Jarry avait alors exprimé le souhait de se rendre à La Haye pour prendre part à l'organisation des sièges de Dunkerque et de Lille. Crawford pensait que Jarry pouvait lui donner d'utiles informations sur les deux places fortes²², aussi une première rencontre eut-elle lieu entre les deux hommes le 20 juin 1793. « J'ai souvent entendu parler de lui très favorablement comme un homme ayant beaucoup de talent, à la fois par M. de Mercy et La Marck », confiait Crawford à Lord Auckland, ambassadeur à La Haye puis conseiller de Pitt. « Il semble être reconnu par tous comme un excellent officier qui possède une connaissance étendue et exacte, tant de la géographie que de la topographie de la France et aussi de la frontière allemande [...] »²³.

Le gouvernement britannique pourrait donc obtenir de lui d'utiles informations. La discussion ayant porté sur l'attaque de Valenciennes, Jarry apporta le lendemain un mémoire à Crawford. Ce mémoire, ainsi qu'un autre sur le gouvernement de la France contenant « quelques bonnes réflexions », fut envoyé à Lord Auckland. Une seconde rencontre de Jarry

(18) *Briefe des Grafen Mercy-Argenteau... an den k.k. Ausserordentlichen gesandten zu London Grafen Louis Starhemberg*, Mercy Argenteau à Starhemberg, Wesel, 20 février 1793, Innsbrück, 1884, p. 55.

(19) *Ibid.*, Mercy à Starhemberg, Wesel, 2 mars 1793, p. 61.

(20) *Correspondance Mirabeau... op. cit.*, Mercy à Arenberg, Wesel, 9 février 1793, III, p. 378.

(21) Charles-Gregan Crawford (ou Craufurd) (1761-1821), aide de camp du duc d'York lors de l'arrivée dans les Flandres du corps expéditionnaire britannique.

(22) AUCKLAND, *Journal and correspondence*, Crawford à Auckland, Bruxelles, 23 mai 1793, Londres, R. Bentley, 1862, III, p. 69.

(23) BL, Add. Mss. 34451, f° 383, Crawford à Auckland, 20 juin 1793.

et de Crawford conduisit à l'élaboration d'un plan de correspondance avec l'Ouest insurgé.

Tous les papiers de Jarry furent communiqués au ministre des Affaires étrangères Lord Grenville²⁴ qui se décida à le prendre au service du *Foreign Office* sur la proposition de Crawford et d'Auckland, début juillet 1793. Jarry reçut un traitement de 20 livres par mois pour une durée de six mois ainsi qu'une indemnité de cent livres pour ses frais de correspondance²⁵.

De la fin du mois de juin 1793 à la fin de l'année 1794, Jarry mit au service des coalisés tout son savoir militaire, rédigeant plusieurs mémoires sur les opérations en cours ou à venir.

En janvier 1794, le comte de Mercy fit savoir au gouvernement britannique qu'il souhaitait voir Jarry employé pour établir un plan d'opération pour la prochaine campagne. Il proposa même que Jarry, alors à Londres, fût envoyé auprès du duc d'York, car « par ses talents, son expérience professionnelle, sa connaissance de la frontière et du terrain qui sera vraisemblablement le théâtre de la prochaine campagne, il pourrait lui apporter beaucoup d'informations de valeur »²⁶. En février 1794, Karl Mack, qui avait été en 1793 chef d'état major du commandant de l'armée autrichienne le prince de Cobourg, fut envoyé à Londres pour établir avec le gouvernement britannique le plan de la nouvelle campagne²⁷. Lord Elgin lui communiqua un mémoire de Jarry qu'il emporta²⁸. Mercy l'avait mentionné à Mack. Tous deux souhaitaient voir ses « grandes capacités » utilisées. Sa connaissance du terrain était un élément déterminant pour Crawford selon lequel la principale cause de l'échec de la dernière campagne avait été le manque de bons renseignements²⁹. Revenu à Bruxelles début mars pour entreprendre le plan des opérations qui avait été concerté à Londres, Mack, satisfait de plusieurs mémoires qu'il avait pu lire de

(24) Lord GRENVILLE assura la conduite de ce ministère de 1791 à 1801. Lord Grenville organisa depuis Londres ce que l'historien H. Mitchell a appelé la « lutte souterraine contre la France révolutionnaire » (*The Underground war Against Revolutionary France: the Missions of William Wickham, 1794-1800*, New York, Oxford University Press, 1965).

(25) Historical Manuscripts Commission, *The Manuscripts of JB Fortescue esq. preserved at Dropmore (Dropmore papers)*, Auckland à Grenville, Beckenham, 7 juillet 1793, Londres, 1894, II, p. 403.

(26) *Ibid.*, Crawford à Auckland, Bruxelles, 14 janvier 1794, II, p. 498.

(27) Dave NOLLINS, *Austrian Commanders of the Napoleonic Wars*, 2004, Oxford, Osprey publishing, p. 48.

(28) AUCKLAND, *Correspondence...*, *op. cit.*, Crawford à Auckland, Bruxelles, 10 février 1794, III, p. 189.

(29) *Ibid.*

Jarry, exprima son désir de le rencontrer et de l'avoir près de lui pendant l'été. Lord Auckland proposa à Grenville d'envoyer Jarry une dizaine de jours auprès de Mercy et de Mack³⁰. À son retour, il pourrait renseigner le gouvernement britannique de façon plus claire sur plusieurs points. Jarry fut donc prié par Grenville de se rendre à Bruxelles « afin de pouvoir être consulté sur les différents événements qui pourraient se produire »³¹.

Pour respecter la contrainte imposée par la Révolution qu'il n'y ait aucun émigré servant au quartier général des armées de la coalition, Lord Elgin, envoyé britannique auprès de la cour de Bruxelles, proposa que Jarry fût envoyé officiellement auprès de lui et non de Mack³². Auckland lui fit payer pour dix mois, une somme correspondant à une rémunération de 30 livres par mois. Jarry, qui avait laissé à Bordeaux sa mère, sa femme et ses enfants, crut devoir s'assurer de quelques précautions pour ne pas les exposer aux ressentiments des « carmagnols » qui pourraient apprendre son séjour à la suite de l'armée coalisée. À cet effet il obtint de pouvoir voyager sous le nom de d'Ouenart³³. Les craintes de Jarry sur les risques encourus par sa famille n'étaient pas infondées car, en juin 1794, le conseil de la commune de Bordeaux refusa d'accorder un certificat de civisme au citoyen François (*sic*) Jarry-Lavillette, syndic de la navigation, vu « qu'il est le frère de Jarry, actuellement émigré, qui incendia en 1792 les faubourgs de Courtrai, et qu'il a constamment manifesté des sentiments absolument contraires aux principes de la Révolution ». Le conseil ordonna son arrestation³⁴ et il fut condamné à la peine de mort par la commission militaire le 24 juin 1794 comme suspect et aristocrate³⁵. Après s'être entretenu avec Lord Grenville³⁶, le général Jarry embarqua pour le continent. Morton Eden le vit en mars au quartier général. Il avait rencontré Mack³⁷. Toujours signalé

(30) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, 19 février 1794, II, p. 508.

(31) *Ibid.*, Grenville à Auckland, 6 mars 1796, II, p. 533.

(32) BL, Add.Mss.59129, f° 59, Elgin à Grenville, Bruxelles, 11 mars 1794.

(33) Public Record Office, Kew (PRO), FO26/24, Jarry, Londres, 16 mars 1794 ; BL, Add. Mss. 59127, f° 45, Grenville à Elgin, 22 mars 1794.

(34) *Inventaire sommaire des archives municipales de Bordeaux, période révolutionnaire...*, Bordeaux, 1910, II, p. 79.

(35) Patrice-John O'REILLY, *Histoire complète de Bordeaux*, Bordeaux, Delmas, 1858, deuxième partie, t. I, p. 71.

(36) *Dropmore papers*, Grenville à Auckland, 6 mars 1796, II, p. 533.

(37) AUCKLAND, *Correspondence...*, *op. cit.*, Morton Eden à Auckland, Bruxelles, 25 avril 1794, III, p. 208.

« à l'armée » en mai avec Lord Elgin³⁸, on sait qu'il y rencontrait régulièrement Crawford³⁹.

En août 1794, Jarry était à Rotterdam. Lord St Helens, ambassadeur auprès des Provinces-Unies, communiqua à Grenville « un volumineux courrier » qui lui avait été envoyé par Jarry⁴⁰ qui lui demandait « de se prononcer sur son sort ». Il lui était apparu « comme étant extrêmement intelligent, [...] très apprécié du comte de Mercy »⁴¹.

Jarry rentra en Angleterre avec l'armée du duc d'York en 1795. Le 17 mars, il écrivait à Grenville : « Vous avez bien voulu accueillir quelquefois mes réflexions sur les événements de cette guerre [...] Lord Auckland m'a fait espérer qu'il chercherait l'occasion, Mylord, de vous parler de ma situation : il serait heureux pour moi que ce ne fût pas en vain »⁴².

En juillet, Stahremberg lui proposa d'accompagner le comte de la Marck, nommé général auprès de l'armée espagnole. Jarry souhaitait être envoyé en Espagne par Grenville plutôt que par l'Autriche⁴³. Il ne partit probablement pas. En octobre, Jarry se plaignit à Burges, sous-secrétaire d'État au *Foreign Office*, de n'avoir rien reçu depuis 6 mois⁴⁴, puis directement à Lord Grenville⁴⁵. En 1796, il s'occupa de faire imprimer 41 volumes du *Moniteur* pour lequel il cherchait des souscripteurs, avec d'ailleurs peu de succès⁴⁶. Seuls quatre volumes sortirent en 1797⁴⁷.

Fin janvier 1796, Jarry se rappela encore à Lord Grenville en lui remettant un « Mémoire sur la continuation de la guerre »⁴⁸. Pitt accepta en août une proposition faite par Jarry à Grenville « d'aller, conjointement avec un officier anglais [...], faire l'inspection des ports, afin de suggérer ses idées de défense »⁴⁹. En février 1798, Jarry communiqua au colonel Crawford un nouveau mémoire « sur l'invasion dont l'Angleterre est

(38) *Ibid.*, Morton Eden à Auckland, Bruxelles, 2 mai 1794, III, p. 209.

(39) *Ibid.*, Crawford à Auckland, Bruxelles, 9 mai 1794, III, p. 211.

(40) *Dropmore papers*, Lord St Helens à Grenville, La Haye, 19 août 1794, II, p. 621.

(41) *Ibid.*, Lord St Helens à Grenville, II, p. 641. Le comte de Mercy, s'étant rendu à Londres début août 1794 pour conférer avec Pitt, meurt dans cette ville le 25 août.

(42) PRO, FO27/44, Jarry à Grenville, Londres, 17 mars 1795.

(43) BL, Add. Mss. 59036, f° 3, Jarry à Grenville, Londres, juillet 1795.

(44) Jarry à Burges, Londres, 21 octobre 1795, Bodleian library, Oxford, *Dep. Bland Burges* 46.

(45) PRO, FO27/44, Jarry à Grenville, Londres, 24 novembre 1795.

(46) BL, Add. Mss. 37861, f° 164, Jarry à Windham, Londres, 21 avril 1796.

(47) *Gazette Nationale, ou le Moniteur Universel* octobre 1792, À Londres, chez l'éditeur F. Jarry, J. Edwards, J. Walter, 1797, 4 t.

(48) BL, Add. Mss. 37861, f° 164, Jarry à Windham, Londres, 21 avril 1796.

(49) *Dropmore papers*, Pitt à Grenville, 19 août 1796, Wimbledon, III, p. 235.

menacée par les Français », qu'il présenta comme sa « contribution patriotique »⁵⁰.

Jarry resta en effet au service de l'Angleterre, entamant bientôt une nouvelle carrière en proposant des sessions d'études à des officiers à partir de mai 1799 dans une maison de High Wycombe dans le Buckinghamshire⁵¹. Cette école, à l'origine du Royal Military College, fut soutenue par le duc d'York car l'état major britannique cherchait à cette époque à tirer les leçons des désastreuses campagnes militaires de 1793 à 1795, et s'interrogeait en particulier sur la formation des cadres de l'armée. L'établissement, au statut semi-officiel, s'inséra bientôt dans un ensemble beaucoup plus vaste, véritable académie militaire, établi par le major Le Marchant, officier de cavalerie, qui s'était fait connaître par la publication de plusieurs traités⁵², dont un sur la formation des officiers⁵³. En janvier 1801, le Parlement vota une subvention de 30 000 livres pour l'établissement d'un Royal Military College avec deux départements. L'école, ouverte en 1799 à High Wycombe par Jarry, devint en 1801 Senior Department consacrée à la formation des officiers supérieurs. Le Junior Department réservé à la formation des cadets ouvrit en 1802 à Great Marlow. Les deux départements déménagèrent bientôt pour s'installer dans une propriété achetée par William Pitt : Sandhurst Park. Jarry devint commandant du Senior Department dès sa création en 1801⁵⁴. Il y enseigna plusieurs années et fut nommé Inspecteur général de l'Instruction pour les deux établissements de High Wycombe et de Great Marlow, formant le Royal Military College le 25 juin 1806. Jarry avait fait venir en Angleterre sa femme probablement après 1799. Sa situation en Angleterre peut expliquer qu'il ait alors choisi de ne pas retourner en France. En décembre 1806, malade, il se retira de ses fonctions⁵⁵. Sa charge revint au major Howard Douglas⁵⁶.

(50) « 200 guinées vaudraient sûrement mieux, mais on ne peut donner que ce qu'on a » ajoute-t-il (Londres, 15 février 1798, BL, Add. Mss. 37865, f. 56-68).

(51) Richard GLOVER, *Peninsular Preparation. The reform of the British Army, 1795-1809*, Cambridge University Press, 1988, p. 198 ; Wesley B. TURNER, *British Generals in the War of 1812. High Command in Canada*, Montréal, McGill Queens University Press, 1999, p. 17.

(52) *The Duty of Officers of Cavalry on the Outpost*, John William COLE, *Memoirs of the British Generals Distinguished during the Peninsular War*, Londres, Bentley, 1856, II, p. 240.

(53) *Ibid.*, *A plan for Establishing Regimental School for Officers Throughout the Service*, p. 242.

(54) Promotions in the year 1801, *The New Annual Register*, 1801.

(55) Alfred Reade GODWIN AUSTEN, *The Staff and the Staff College*, Londres, Constable, 1927, p. 44.

(56) Stephen Watson FULLOM, *The Life of General sir Howard Douglas, Barts, GCB...*, Londres, Murray, 1863, p. 85 et p. 92-93.

On avait un temps pensé au général Dumouriez, et des contacts avaient été pris avec lui sans aboutir à une conclusion⁵⁷.

Jarry mourut le 15 mars 1807 à Great Marlow, âgé de 74 ans⁵⁸. On put lire dans *L'Athenaeum* que « c'était un homme doté de remarquables capacités et d'une grande connaissance de son métier [...] les dernières années de sa vie ont été consacrées avec succès à l'amélioration du Service britannique (*British Service*), pour lequel il était éminemment qualifié »⁵⁹. Le général Le Marchant, co-fondateur avec Jarry du Royal Military College, put obtenir une pension pour sa veuve et ses enfants⁶⁰.

Madame Jarry mourut en 1809⁶¹. Cette même année, une de ses filles, Magdelaine, épousa le lieutenant Anthony Gilbert Douglas⁶² et une autre de ses filles, Louise, qui avait épousé le marquis de Bailleul, partit avec lui pour le Canada⁶³.

Jarry et la France

L'émigration de Jarry à une date relativement tardive pose la question de son attitude politique et de ses sentiments vis-à-vis de la Révolution. Lors de son séjour en captivité à Luxembourg, où il fut conduit après avoir passé la frontière, Jarry rédigea un exposé sur sa conduite pendant la Révolution dans lequel il justifiait ses actions :

« Le sieur Jarry n'est entré au service de la France que dans la disposition et l'intention de tenir inviolablement au parti du Roi de France, et non au Roi constitutionnel des Français. Ayant été employé sur les frontières, il s'était toujours proposé de correspondre aux vues particulières du Roi, contre la Révolution [...]

Il était sur le point d'émigrer, lorsqu'il fut représenté que par la position où il se trouvait au moment où la guerre allait se déclarer, il était dans le cas de rendre des services importants à la cause du Roi, tandis qu'en

(57) J. W. COLE, *op. cit.*, II, p. 249.

(58) *The Monthly Magazine*, n° 155, avril 1807.

(59) *The Athenaeum*, n° 5, mai 1807.

(60) Hugh THOMAS, *The story of Sandhurst*, Londres, Hutchinson & Company, 1961, p. 46.

(61) Madame Jarry était née à Posen en Pologne (Deaths in the year 1809, *Annual register*, 1809).

(62) Le 25 juillet 1809, John Henry CHAPMAN, George John ARMYTAGE, *The register book of marriages belonging to the parish of St. George, Hanover square, in the county of Middlesex*, Londres, 1888, p. 412.

(63) Michel-Alphonse de Bailleul au vicomte Castlereagh, secrétaire d'état pour les colonies, 8 mai 1809, *Bulletin des recherches historiques*, Archives historiques du Québec, vol. 31-32, 1925-1926, p. 728.

émigrant, il lui fallait solliciter des services au lieu d'en rendre. Il se décida donc à continuer auprès de M. de Rochambeau les fonctions de Maréchal Général des Logis de l'Armée du Nord et à l'époque de la déclaration de guerre, il fit passer à Mgr le duc Albert, le moyen de lui faire connaître sûrement, en quoi lui, Jarry, muni de la confiance de Mr de Rochambeau, pourrait concourir au succès des armées qui agissaient contre les rebelles pour la cause du Roi de France. C'est dans cette position connue de Mr le Comte de Mercy, de Mr le Comte de Metternich, que le Sr Jarry a attendu vainement, et avec impuissance, l'effet des moyens de correspondance établis avec Mgr le Duc Albert, pour se rendre utile aux opérations des armées autrichiennes, ce qu'il pouvait faire d'autant plus efficacement, qu'ayant aussi le commandement de l'avant-garde, il était comme le portier de la maison »⁶⁴.

Après avoir évoqué les « malheurs qu'aurait certainement prévenus cette correspondance préparée, si on en avait voulu user », Jarry expliquait sa conduite dans la défense de Courtrai, avant d'en arriver à son passage dans le camp des coalisés :

« On laisse à juger à tout esprit sain et impartial, quel a dû être l'étonnement du Sr Jarry lorsqu'il s'est vu arrêter et conduire comme un criminel à Luxembourg [...] On a élevé des doutes sur ses intentions, ici M. le Comte de Mercy, fort de la vérité, est venu à son secours et a été son garant.

Le Sr Jarry ne se constituera pas en preuves surabondantes, pour établir ces différents faits, ni pour faire observer, qu'il lui était facile de parvenir au commandement en chef d'une armée avec toutes les spéculations de ceux qui occupent ces places, il a préféré à ces avantages son opinion, ses devoirs et sa pauvreté ».

Rien, dans les papiers le concernant dans les archives anglaises ou françaises, ne fait état de l'établissement d'une correspondance avec les généraux autrichiens avant le 10 août. Contrairement à ce qu'il affirme, s'il a émigré le plus tardivement possible, c'est aussi peut-être pour préserver sa situation. En effet, au moment où Jarry partait pour Berlin en mission secrète, le comte de la Marck écrivait que « cet homme sert à contre-cœur dans le parti qui l'emploie, et le seul besoin de ses appointements l'y retient ; je sais qu'il a voulu rejoindre les princes à

(64) BL, Add. Mss. 34446, f° 318 et ss, « Exposé sur la conduite du Sieur Jarry pendant la Révolution », non daté (probablement rédigé entre août et octobre 1792).

Coblentz »⁶⁵. A-t-il renoncé à une fonction de commandant en chef pour être fidèle à ses convictions ? On peut en douter. Jarry avait certainement à craindre des commissaires de l'Assemblée nationale envoyés sur la frontière après le 10 août pour s'assurer de la fidélité des généraux. Visitant successivement places et camps, Carnot, Coustard, Ritter et Prieur de la Côte-d'Or, prononcèrent la suspension de plusieurs généraux, dont Victor de Broglie, d'Aiguillon et Caffarelli du Falga. Plusieurs autres, parmi lesquels Martignac à Huningue et de Guelb à Strasbourg, émigrèrent avant l'arrivée de la commission⁶⁶. « Jarry n'échappa à leur vengeance qu'en se réfugiant sur les terres des Deux-Ponts » écrit Viennet en 1831⁶⁷.

Selon Gay de Vernon, pour lequel la plupart des officiers d'état-major professaient les opinions de royalistes constitutionnels, le maréchal de camp Berthier et le lieutenant général Jarry, qui bénéficiaient de la confiance entière de Luckner, avaient vivement excité l'indécis maréchal à imiter la conduite de La Fayette après les événements du 10 août⁶⁸. Finalement Luckner, de passage au camp de Richemont, demanda à tous ses soldats d'être fidèles au serment prêté, « d'être fidèles à la nation [...] la nation est souveraine, c'est donc à elle que nous devons tout sacrifier »⁶⁹ (et non au roi). Les commissaires de l'armée du Rhin le suspendirent cependant provisoirement, donnant le commandement à Kellermann.

L'attitude de La Fayette, qui était le plus influent des généraux en chef, a beaucoup déterminé celle des autres généraux, y compris celle de Jarry, qui semble pourtant s'en démarquer dans son mémoire, sans doute pour ne pas rester emprisonné⁷⁰. Selon Dumouriez, « Berthier, chef d'état-major [de Luckner], Charles Lameth, Jarry, et tous ses aides de camp, étaient de la faction de La Fayette »⁷¹. C'est aussi un élément

(65) *Correspondance Mirabeau...*, *op. cit.*, 10 janvier 1792, t. III, p. 291.

(66) Jean-Louis-Camille GAY DE VERNON, *op. cit.*, p. 43.

(67) Jean Pons-Guillaume VIENNET, *Histoire des guerres de la Révolution*, Paris, Dupont, 1831, p. 39.

(68) Jean-Louis Camille GAY DE VERNON, *op. cit.*, p. 109.

(69) *Argus du département et de l'armée du Nord*, n° 118 du vendredi 24 août.

(70) Dans *Les Révolutions de Paris*, n° 168 (du 22 au 29 novembre 1792) on peut lire : « On assure qu'un détachement Prussien a conduit à Coblentz Lafayette, Latour Maubourg, Bureaux de Puzy, Alexandre Lameth et Jarry ; que ces derniers doivent être conduits à la citadelle de Wesel, et Lafayette à Spandow ». Quatre d'entre-eux seront retenus prisonniers d'État pendant cinq ans. Jarry sera libéré.

(71) *Mémoires du général Dumouriez*, Paris, Didot, 1848, p. 222.

à prendre en considération pour expliquer son émigration seulement après le 10 août.

Au moment où Jarry proposa ses services aux Britanniques, l'Angleterre cherchait à entrer en contact avec les Vendéens révoltés et les premiers rapports reçus par le Home Office faisaient état d'une force établie sur la rive sud de la Loire sous les ordres d'un certain « M. Gaston », dont le quartier général était à Machecoul ⁷². Jarry, interrogé par Crawford à ce sujet, lui dit qu'il connaissait en France des personnes en qui il pouvait avoir confiance quant à leurs sentiments et leur discrétion⁷³ et, le 24 juin, il présenta un mémoire « Sur quelques moyens de correspondances à établir avec les contre-révolutionnaires du Poitou et de la Bretagne ; et sur les opérations qui pourraient se concerter avec eux »⁷⁴. L'objet était principalement d'envisager d'arriver auprès de Gaston, « de s'instruire de ses besoins, des ses projets, de ses moyens », mais aussi d'exposer l'état de défense des ports de la Rochelle et de Rochefort « et d'autres ports vers lesquels Gaston pourrait se porter pour établir une communication directe avec lui et l'Angleterre ». Jarry espérait trouver sous peu quelques personnes du Poitou en état de s'acquitter de cette mission.

Lord Auckland, qui souhaitait employer Jarry pour se procurer des informations confidentielles depuis l'intérieur de la France, s'intéressa à cette proposition mais il souhaitait en limiter les frais ; les participants devaient s'y transporter eux-mêmes, sans que le gouvernement eût à envoyer des navires sur la côte⁷⁵. La proposition de Jarry resta de ce fait sans effet mais elle s'inscrivait dans une série de tentatives pour toucher la Vendée. Si un J.F. Gaston, perruquier de profession, qui participa au soulèvement vendéen, a bien existé, il n'a jamais été le « généralissime des armées royales »⁷⁶. C'est en tout cas la recherche de contacts avec « Gaston » et les insurgés vendéens qui motiva une série de missions de renseignements vers l'Ouest de la France⁷⁷.

(72) PRO, HO98/3, Craig à Dundas, Jersey, 5 mai 1793.

(73) BL, Add. Mss. 34451, f° 423, Crawford à Auckland, 26 juin 1793.

(74) *Ibid.*, f° 406-408.

(75) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, Beckenham, 9 juillet 1793, II, p. 404.

(76) Alfred de CURZON, « Le mythe de Gaston, généralissime des armées royales », *Revue historique*, CCXXI, p. 49 ; M. FAUCHEUX : « Du nouveau sur le chef vendéen Gaston », *Annales historiques de la Révolution française*, 1958, p. 68-69.

(77) Hugues MARQUIS, « L'Angleterre et les débuts de l'insurrection vendéenne », *Recherches vendéennes*, n° 5, 1999, p. 115-128.

À partir de septembre 1793, au moment où les chances des coalisés d'avancer sur Paris s'amenuisaient, Jarry envisagea d'agir contre la France en s'attachant à y grossir encore les troubles intérieurs :

« L'exemple de Toulon doit produire de grands effets [...] La ville de Bordeaux est dans le cas de Marseille par rapport à la disette [...] Il n'y a point d'armée aux environs de Bordeaux.

[...] Avec des armes, du blé et de l'argent, et seulement trois mille hommes de troupes on pourrait toujours [tenir] une quinzaine de jours ou trois semaines jusqu'à ce que l'on pût recevoir du renfort soit de l'Angleterre, soit de l'Espagne [...]»⁷⁸ »

Jarry développa ce projet dans un mémoire « Sur le parti que l'on pourrait tirer de la situation dans laquelle se trouvent les habitants de Bordeaux »⁷⁹, que l'on peut dater vraisemblablement d'octobre 1793. C'est la correspondance qu'il entretenait avec ses amis de Bordeaux et surtout avec sa femme restée dans la ville avec ses enfants qui l'avait conduit à le rédiger.

Après avoir insisté sur l'opportunité qui se présentait à Bordeaux, Jarry y examinait la situation de la ville, l'état des forces, les moyens de s'en emparer et les « moyens que la ville et le département sont en état de fournir... » Une importante partie était consacrée aux « mesures de défense » à assurer après l'occupation, illustrée d'un plan détaillé du profil des bastions.

« Ce projet dans son ampleur demande le concours de l'Espagne et de l'Angleterre, et exige une assez grande dépense pour en remplir toutes les conditions. Cependant et à la rigueur, on ne nie point qu'il ne soit susceptible de quelques incertitudes sur les dispositions des habitants de Bordeaux à seconder ce que l'on voudrait faire en leur faveur ».

Jarry prévoyait 10 000 hommes de troupes de débarquement. Il proposait aussi un plan de débarquement près de Rochefort pour prendre le port.

Le secrétaire d'État à la Guerre Dundas⁸⁰ considéra le projet « avec précautions ». « Nous devons nous débarrasser d'autres objectifs plus

(78) PRO, WO1/390, f° 1-3, Jarry à Auckland, Londres, 8 octobre 1793.

(79) *Ibid.*, f° 81-106, Jarry, s.d. (oct. 93?).

(80) À la tête du *Home Office* (1791-1794), puis du *War Office* (1794-1801), Henry Dundas devient vicomte Melville en 1802.

pressants avant de pouvoir chercher une force [armée] dans le but qu'il explique en détail dans ses différents mémoires »⁸¹ confia-t-il à Grenville. En revanche, Lord Auckland semblait se rallier à l'analyse du Français :

« Je suis d'accord avec son opinion, que "notre premier et majeur objectif devrait être de détruire la Convention" ; et il me semble que si nous sommes sur le plan matériel distraits de cet objectif par la poursuite de conquêtes, sur le Continent ou dans les Caraïbes⁸², nous risquons le sort de toute la guerre et de l'existence humaine »⁸³.

Jarry critiquait la conduite des alliés, guidés principalement par la recherche d'avantages territoriaux, et insistait sur le fait que le but de la guerre ne pouvait être atteint que par un fort soutien à l'insurrection qui s'était développée en France. Il avait déjà plusieurs fois développé cette approche, notamment en conseillant aux Sardes une marche sur Lyon par la vallée de l'Isère : « Les inquiétudes que la ville de Lyon a déjà données aux patriotes, ce qui s'y est passé, ne peut laisser d'incertitude sur ce qui arriverait, si une armée étrangère se présentait à ses portes »⁸⁴. Cette stratégie lui semblait préférable à une tentative pour s'emparer de la Provence.

Outre Bordeaux, Jarry avait envisagé le débarquement d'une armée anglaise sur la côte ouest, à Belle-Île, Noirmoutier ou Saint Malo, quand les royalistes triomphaient en Poitou et en Bretagne. Mais maintenant « qu'ils ont été coupés du rivage, et que la Vendée est un tas de cendres, le moment pour une telle entreprise est passé »⁸⁵. Lord Grenville semblait plus favorable à une intervention sur les côtes normandes ou bretonnes que sur Bordeaux, qui nécessiterait une armée plus importante⁸⁶. Jarry précisa donc les possibilités d'action dans l'Ouest⁸⁷. L'occupation du Havre serait plus avantageuse que celle de Saint-Malo, mais la citadelle était très forte. Les attaques de Belle-Île et de Noirmoutier paraissaient mieux convenir aux circonstances et aux moyens qu'on pourrait y

(81) *Dropmore papers*, Dundas à Grenville, Londres, 12 octobre 1793, II, p. 444.

(82) Dès la fin de février 1793, Dundas a assigné aux troupes britanniques la conquête de toutes les possessions françaises de la zone : Tobago, Sainte Lucie, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane française.

(83) AUCKLAND, *Correspondence...*, *op. cit.*, Auckland à Grenville, 7 novembre 1793, III, p. 137.

(84) BL, Add. Mss. 34451, f° 398-405, « Sur les opérations des armées qui agissent contre les Français vers le Midi », 24 juin 1793.

(85) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, Beckenham, 19 novembre 1793, II, p. 469.

(86) AUCKLAND, *Correspondence...*, *op. cit.*, Grenville à Auckland, 11 novembre 1793, III, p. 142.

(87) PRO, FO27/42, f° 211, Jarry à Grenville, Londres, 16 novembre 1793.

employer. Jarry envisageait l'emploi d'une force plus réduite que celle proposée pour Bordeaux. « Ce qu'il [Jarry] dit à propos de Noirmoutier est conforme à l'opinion que M. de Mertanges, M. de Bouillé, et d'autres officiers clairvoyants, m'ont conduit à adopter il y a plusieurs mois », écrivait Auckland à Grenville⁸⁸. Le marquis de Bouillé, officieusement au service de l'Angleterre depuis le début de l'année 1793, avait en effet fait passer à Lord Auckland ses « projets de descentes en France », projets qu'il avait conçus à la demande du roi de Suède Gustave III en janvier 1792⁸⁹. « Bien que l'île soit petite et selon certains points de vue exiguë », poursuivait Auckland à propos de Noirmoutier, « elle est importante “comme point d'appui et de communication” [...] ». Un débarquement semblait envisageable pendant les mois d'hiver : « Il est vrai que, comme M. de Jarry le fait remarquer, que “nous avons affaire à des gens extrêmes qui n'épargnent rien ; trop criminels pour céder, si on ne les détruit pas, ils détruiront”. Je n'en conclus cependant pas, comme il semble le faire, qu'il est nécessaire de les détruire par le feu et l'épée ». Auckland faisait le constat de l'échec de la campagne militaire, de la lassitude et des faiblesses des forces coalisées. Il pensait qu'il fallait faire barrage sur le continent au « système jacobin », d'autant qu'il lui semblait aller vers sa fin, en particulier à cause de la menace de famine : « Mes espoirs reposent sur cette spéculation plus que sur des idées de conquête, ou sur l'effet des conquêtes si nous pouvons les faire ». Auckland proposait donc à Grenville de « faire appel à Jarry pour ce plan général » et attendait son accord « pour mettre Jarry au travail »⁹⁰.

Encouragé par les récents succès des Autro-prussiens en Alsace, Jarry revint fin novembre sur ses projets de descente sur les côtes françaises, raisonnant à partir de la situation des royalistes de Vendée :

« S'ils sont, comme on le dit, au nombre de 30 ou 40 mille hommes, et s'ils ont atteint les bords de la mer entre Cherbourg et Saint-Malo, il sera toujours possible de les assister dans cette position et assez puissamment pour les mettre en état de se procurer pour eux-mêmes quelque point de sûreté, qui donnerait de la consistance aux opérations qu'ils pourront faire par la suite. Cette diversion assurera le repos des armées en Flandres

(88) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, Beckenham, 17 novembre 1793, II, p. 468.

(89) BL, Add. Mss. 34448, f° 333 et 338, Marquis de Bouillé à Auckland, Nimègues, 23 février 1793, et Lord Auckland à Grenville, La Haye, 26 février 1793 ; PRO, WO1/166, ss. Murray à Dundas, Tournai, 5 avril 1793. Sur le projet du marquis de Bouillé, voir Claude NORDMANN, *Gustave III, un démocrate couronné*, Presses Universitaires de Lille, 1986, p. 235.

(90) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, Beckenham, 17 novembre 1793, II, p. 468.

et en Alsace pendant cet hiver. Les mouvements contre-révolutionnaires de l'intérieur étant plus dangereux pour la Convention, que les pertes qui se font sur les frontières, on ne peut guère douter qu'elle n'emploie tous les moyens pour terminer les inquiétudes que lui donnent les royalistes, dans l'espace qu'il y a d'ici à l'ouverture de la campagne prochaine. Et si cette attaque intérieure venait à prendre de la consistance pendant cet hiver, et se fortifier au printemps, ce serait un grand avantage pour les opérations des alliés, que d'occuper vivement les républicains de ce côté, tandis qu'on reprendrait l'attaque des frontières »⁹¹.

Les actions envisagées par le gouvernement britannique pour secourir ou seconder les royalistes de l'Ouest étaient conditionnées par des informations sur l'état réel de leurs forces, qui étaient difficilement évaluables car les communications avec l'intérieur de la France restaient difficiles à la fin de 1793⁹². Jarry et Auckland envisageaient alors une conclusion proche de la guerre, soit sous l'effet de la famine, soit sous l'effet de la prochaine campagne militaire, si elle était bien planifiée et exécutée. Auckland était intimement convaincu que la situation du peuple français était « trop monstrueuse et trop artificielle pour durer »⁹³.

Après l'échec du corps expéditionnaire britannique dans les Flandres, Jarry, s'interrogeant sur la poursuite de la guerre, restait fidèle à cette analyse politique : « Il ne s'agit plus de prendre des places et des provinces, mais seulement de tenir l'ennemi en haleine sans le compromettre. Les grands événements doivent venir de l'intérieur, provoqués par la misère des peuples »⁹⁴.

La position de Jarry, qui voulait lier l'issue de la guerre au soutien à la contre-révolution en France, et le peu d'écho qu'il trouva, posent la question de l'attitude des dirigeants britanniques face à la Révolution. Il existait au sein du ministère britannique des divergences quant aux objectifs de guerre et à l'attitude à tenir vis-à-vis de la contre-révolution en France. Le duc de Richmond, grand maître de l'ordonnance ou de l'artillerie, fut le premier, en avril 1793, à demander que la Grande-Bretagne soutînt la contre-révolution. Au moment de l'affaire du siège de Dunkerque, il se montra opposé à l'entreprise, préférant une aide militaire aux royalistes de Vendée. Le sous-secrétaire d'État à la Guerre William

(91) BL, Add. Mss. 34452, f° 238-239, Jarry à Auckland, Londres, 25 novembre 1793.

(92) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, 19 décembre 1793, II, p. 479.

(93) *Ibid.*, Auckland à Grenville, Beckenham, 3 janvier 1794, II, p. 490.

(94) BL, Add. Mss. 59036, Jarry à Grenville, juillet 1795.

Windham et le duc de Richmond partageaient les idées de Burke qui considérait que la guerre n'était pas une guerre contre une puissance militaire et diplomatique mais contre la Révolution. Dundas accordait la priorité à la guerre dans les colonies. Il voulait s'emparer des Antilles françaises, réduire la puissance navale de la France et obtenir aux dépens de la France des indemnités pour les coalisés. Il avait rallié Pitt à ce point de vue et c'est cette politique qui fut adoptée dans les premiers temps de la guerre. Ces différences d'opinion sur le caractère de la guerre conduisirent à des tensions dans le ministère Pitt, notamment entre le duc de Richmond et Dundas en août 1793 sur la question du déploiement des troupes outre-mer, et Windham se plaignit à plusieurs reprises du faible soutien accordé aux royalistes français⁹⁵. Un débarquement sur les côtes de France n'était donc pas sérieusement envisagé et n'était d'ailleurs pas matériellement envisageable. La disponibilité des troupes était en effet la principale préoccupation. En 1793, l'armée britannique n'était pas prête à faire face à la France. Les effectifs de temps de paix en Grande-Bretagne se montaient à seulement 17 013 hommes. La guerre que rejoignit la Grande-Bretagne en 1793 en venant au secours de son allié hollandais devait entraîner les soldats britanniques sur de multiples terrains d'opération sur plusieurs continents⁹⁶. Sur le front des Pays-Bas, l'armée anglaise réussit à porter ses effectifs à 37 500 hommes, en y incluant les auxiliaires allemands recrutés en 1793, mais elle n'avait pas à cette date d'autres troupes à disposition pour mener une autre opération d'envergure en Europe⁹⁷.

Jarry expert militaire

Jarry laissa une volumineuse correspondance relative à la guerre en cours, dont il était devenu, après en avoir été acteur, un observateur parfois assez éloigné⁹⁸. Les mémoires adressés par Jarry à Auckland, Windham et Grenville, portant principalement sur les campagnes de 1792 à 1794, envisageaient l'action des coalisés sur tous les fronts. Son « Mémoire sur les opérations des armées qui agissent contre les Français vers le Midi » portait sur les actions entreprises par les Espagnols à la

(95) Jenifer MORI, *William Pitt and the French Revolution, 1785-1795*, Edimbourg, Keele University Press, 1997, p. 269-270.

(96) Jeremy BLACK, *Britain as a Military Power 1688-1815*, Londres, 1999, p. 193.

(97) Sur cette question de la disponibilité des troupes pour une intervention dans l'Ouest, voir le chapitre 5 (« War without Conviction ») du livre de Jenifer MORI, *op. cit.*, notamment la page 158.

(98) Une bonne partie de ses « mémoires » ont été élaborés à Londres.

frontière pyrénéenne et par les Sardes dans le Sud-Est, au printemps et à l'été 1793⁹⁹. Un « Mémoire sur la continuation de la guerre », en janvier 1796, développait les moyens de prévenir une offensive française sur le Rhin¹⁰⁰. Mais de tous les théâtres d'opération sur lesquels les coalisés étaient engagés, c'est surtout la frontière nord qui fit l'objet de l'attention de Jarry, au service des Britanniques qui y avaient expédié une armée. Ces opérations suscitèrent les analyses les plus nombreuses et les plus pertinentes du Français. Il pouvait s'appuyer sur une bonne connaissance de la frontière et d'un terrain sur lequel il avait combattu et exercé des commandements. C'était en 1793-1794 le théâtre principal des opérations et surtout le théâtre d'une guerre de siège, dans laquelle Jarry, ingénieur militaire de formation, était dans son élément. Ses réflexions portaient sur la stratégie des Français, mais aussi des coalisés, mettant ainsi en évidence leurs divisions et leurs erreurs de commandement.

La campagne de 1793 ayant débuté par la reprise des territoires qui étaient passés sous contrôle français l'année précédente, la Belgique avait été en grande partie évacuée par les armées de la Convention et la défense française s'organisa autour des forteresses de la frontière. L'armée autrichienne, appuyée par le duc d'York débarqué en février, s'engagea dans une guerre de siège et la place de Condé capitula le 17 juillet.

Dans des « Réflexions sur les opérations des armées qui agissent contre les Français, et sur ce qu'on peut encore espérer des suites de cette campagne au 10 juillet 1793 »¹⁰¹, Jarry donnait des conseils sur la prise de Valenciennes (la place tombera le 28). Il exposait aussi ses réflexions sur la stratégie employée par les Français : « En faisant le sacrifice de Valenciennes et de Condé, afin de gagner du temps pour accabler les royalistes de Vendée et se mettre en repos de ce côté, les Français paraissent uniquement occupés à former en arrière une ligne de défense par Dunkerque, Cassel, la Lys et ses différents canaux, Lille, Douai, Bouchain, Courtrai : laquelle ne laisse d'ouverture sans obstacle que de Bouchain au Quesnoy, et à Landrecies, Philippeville jusqu'à Givet... ». Selon Jarry, les Autrichiens, supérieurs en nombre, pouvaient attaquer à la fois Maubeuge et le Quesnoy. « Avesnes ne résistera pas, Landrecies a ses défauts ». Il faudra ensuite contourner les places fortes de la Somme avec la cavalerie. Le terrain, tout à découvert, était particulièrement propre pour y déployer la supériorité et les avantages de la cavalerie des puissances alliées : « La

(99) BL, Add. Mss. 34451, f° 398-405, 24 juin 1793.

(100) BL, Add. Mss. 37861, f° 164, Jarry à Windham, Londres, 21 avril 1796.

(101) PRO, WO1/390, f° 49-53, Jarry, 10 juillet 1793.

règle est de chercher à faire agir par préférence, et autant qu'il se peut, l'arme dans laquelle on est absolument supérieur ; et c'est à cette occasion qu'il faut regretter le temps employé à de longues spéculations sur des places très fortes, très soutenues, pendant lesquelles la cavalerie est restée inutile ; c'est ce désavantage qu'il faut réparer, en évitant de recommencer à attaquer des places dont la prise consommerait le reste de la campagne ».

Ainsi, si les quartiers d'hiver étaient établis sur la Somme, Paris serait totalement à découvert et ses subsistances exposées aux incursions de la cavalerie.

« Ce qui remplira cette ville de consternation et de fureurs ; les Parisiens voyant qu'ils ont tout à craindre et rien à espérer reviendront sur leurs égarements ; la présence d'un danger inévitable hâtera la dissolution de ce gouvernement informe. Le but doit être de soumettre Paris plutôt que de le détruire. Si au contraire la position des quartiers ne présente que des résultats indéterminés, les républicains redoubleront d'ardeur, et pourront être écoutés par le peuple, qui pourra juger par lui-même, le petit résultat du plus grand effort possible des puissances armées, et les difficultés qu'elles auraient pour soutenir longtemps un si grand appareil. On terminera tout, si on leur ôte dans cette campagne l'espérance de résister ».

Lord Auckland fut vivement intéressé par le travail de Jarry qui méritait la « lecture attentive de ceux qui définissent les objectifs de la campagne ». Il souhaitait au plus vite combiner du mieux possible les considérations du Français¹⁰².

Le 16 juillet, Jarry complétait son exposé dans une « lettre sur l'attaque particulière de la Flandre française maritime »¹⁰³, centrée plus particulièrement sur le siège de Dunkerque, lettre « pleine d'intelligence et de bon sens »¹⁰⁴. Lord Grenville confia une copie des deux papiers à Dundas pour envoi à Sir James Murray, chef d'état-major du corps expéditionnaire britannique dans les Flandres.

« Il sera important de lui faire remarquer qu'ils ne doivent pas être communiqués au prince de Cobourg, car ils pourraient compromettre l'auteur, qui est dans une certaine mesure sous la protection des Autrichiens ; mais si quelques-unes des suggestions valent la peine d'y prêter attention, elles peuvent être l'objet d'une communication. Il faudrait aussi

(102) Auckland à Grenville, Beckenham, 14 juillet 1793.

(103) PRO, WO1/390, f° 65-75.

(104) *Dropmore papers*, Auckland à Grenville, Beckenham, 20 juillet 1793, II, p. 407.

lui faire observer que les raisonnements contenus dans ces documents sont purement hypothétiques, Mr Jarry n'ayant eu aucune information sur le plan réellement prévu ».

En effet, comme il s'en ouvrit à Grenville par ailleurs, Jarry ignorait la position et le mouvement des troupes, et ne raisonnait que d'après les gazettes¹⁰⁵. Lord Grenville, satisfait de la reddition de Metz et de Valenciennes¹⁰⁶, trouva grand intérêt à un mémoire de Jarry qui « explique entièrement les avantages de la ligne de la Somme »¹⁰⁷.

Mais la stratégie choisie par les coalisés devait contrarier ces projets. Après la prise du camp de César, le 7 août, toutes les forces alliées se trouvaient aux portes de Cambrai et de Saint-Quentin et la route de Paris leur était ouverte. Le duc d'York reçut alors de Pitt l'ordre de s'emparer de Dunkerque¹⁰⁸. Il se mit en marche le 18 août vers Furnes. Le gros de l'armée impériale se déplaça alors pour assiéger le Quesnoy, puis Maubeuge. Le siège de Dunkerque commença le 23 août. Le général Houchard, en battant les Anglo-hollandais à Hondschoote le 8 septembre, put sauver la place. À Londres, des voix mirent en cause la manière dont Pitt conduisait la guerre¹⁰⁹. « Les fâcheuses nouvelles annoncées ici depuis la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 11 du courant, ne me permettent pas de rester dans le silence après avoir pressenti ce malheureux événement », écrivait Jarry à Lord Auckland.

« Pour le dire en conscience, la campagne du prince de Cobourg est tout à fait manquée par rapport aux suites qu'elle aurait du avoir [...] Maintenant les Autrichiens ont à considérer que l'échec devant Dunkerque n'étant pas réparé, il peut arriver du changement dans l'esprit de la Nation anglaise, déjà trop portée à désirer la paix, si on en juge par les pétitions présentées et celles qui se préparent. Si le ministère anglais se trouvait croisé dans ses intentions, qu'il fût forcé à une paix, ou trêve particulière, l'Autriche et la Prusse auraient trop à faire, si elles voulaient opérer seules

(105) BL, Add. 59036, f° 1, Jarry à Grenville, Londres, 7 août 1793, Duke Street, St James, n° 20.

(106) AUCKLAND, *Correspondence...* *op. cit.*, Grenville à Auckland, 31 juillet 1793, III, p. 84-85.

(107) *Ibid.*, « Mémoire sur les places fortes des provinces françaises voisines des possessions de l'Empereur dans les Pays-Bas ; à l'effet de distinguer celles de ces places qu'il pourrait être utile d'occuper après la conquête, de celles dont il conviendrait de raser les fortifications », p. 85-99.

(108) La prise de Dunkerque devait réconcilier l'opinion publique britannique anglaise avec l'idée d'une intervention militaire sur le Continent. Voir Michael DUFFY, *The Younger Pitt*, Londres, Longman, 2000, p. 186 ; *Ibid.*, « A particular service : the British government and the Dunkirk expedition of 1793 », *The English Historical Review*, 1976, p. 529-554.

(109) Jenifer MORI, *op. cit.*, p. 184.

le rétablissement de la monarchie française, ou seulement le rétablissement d'un ordre quelconque [...] »¹¹⁰.

Il fallait donc au plus vite « réparer l'affront reçu devant Dunkerque ». Le 12 septembre, Cobourg s'empara du Quesnoy et investit Maubeuge le 23. Dans cette nouvelle situation, « le prince de Cobourg ne peut plus se flatter d'avoir facilement Maubeuge », analysait Jarry :

« Il sera contrarié dans cette entreprise ; elle était bonne à faire immédiatement après avoir chassé les Français des Pays-Bas, comme je l'avais indiqué. Maintenant il eût peut-être mieux fait d'attaquer Landrecies et puis Avesnes : ces deux places sont inférieures à Maubeuge soutenue par son camp retranché [...] Le succès de cette entreprise est tout entier dans la bonne fortune du prince de Cobourg qui pourra prévaloir sur les dispositions »¹¹¹.

La prise de Maubeuge aurait permis aux Autrichiens de consolider leurs positions entre Sambre et Escaut. Le 16 octobre, la victoire française de Wattignies les contraignit à abandonner le siège. Ce nouvel échec amena Jarry à s'interroger sur les choix stratégiques de Cobourg :

« Je ne prends pas la plume pour vous rappeler mes pressentiments sur ce qui vient de se passer à Maubeuge, mais seulement pour raisonner un peu de ce qui reste à faire. [...] Il est fâcheux que M. le prince de Cobourg à la tête de la plus belle et de la meilleure cavalerie du monde, ne veuille toujours se tenir dans les dernières des places, au lieu de prendre le parti de marcher à découvert sur les places ou principaux magasins de l'ennemi, ou sur les [routes] qui y conduisent. Je pense bien que ce projet ne sera pas mieux accueilli que plusieurs autres que j'ai proposés, soit parce qu'un général préfère ses propres idées, soit parce que les circonstances ne sont pas les mêmes, lorsque l'on lui propose des desseins qui n'ont pas été formés sur les lieux mêmes et au moment qu'il aurait fallu saisir par rapport à l'exécution. Je ne parle donc ici que d'acquit de conscience [...] »¹¹².

Crawford donnait raison à Jarry, regrettant qu'il n'ait pas été écouté : « L'échec de cette campagne, en comparaison avec ce qui était attendu,

(110) PRO, WO1/390, f° 77, Jarry à Auckland, Londres, 13 septembre 1793.

(111) *Ibid.*, f° 1-3, Jarry à Auckland, Londres, 8 octobre 1793.

(112) *Ibid.*, f° 121, Jarry à Auckland, Londres, 25 octobre 1793.

peut principalement être associé, premièrement à l'absence d'un plan sûr et régulier, qui dans une certaine mesure aurait pu pallier le manque de génie dans le commandement, ensuite à la séparation des armées »¹¹³.

En novembre 1793, la campagne semblait plus favorable aux coalisés sur le Rhin. Après la capitulation de Mayence le 21 juillet, les Français battirent lentement en retraite. Du fait des désaccords entre Prussiens et Autrichiens, il fallut attendre deux mois avant que les opérations militaires ne fussent sérieusement relancées. Le 13 et le 14 octobre 1793, Prussiens et Autrichiens entrèrent en Lorraine et en Alsace. Haguenau fut prise le 29 octobre 1793, Fort Vauban (Fort Louis), en avant de Strasbourg, tomba le 9 novembre 1793. Landau fut assiégé par les Prussiens. Le 25 novembre 1793, Jarry félicitait Lord Auckland sur « l'avantage que la bonne cause vient d'obtenir en Alsace par la reddition de Fort Louis [...], ce succès assure le blocus de Landau »¹¹⁴. Mais une nouvelle offensive de Hoche permit la reprise de Wissembourg le 27 décembre et le déblocus de Landau, contraignant les Autrichiens et les Prussiens à se replier.

En avril 1794, les opérations à la frontière nord reprirent, quand Mack entreprit la mise en œuvre de son plan pour marcher sur Paris dont la première étape était la prise de Landrecies, au centre de la ligne de défense française. À la demande du comte de Mercy, Jarry mit par écrit son sentiment sur le projet d'attaquer Avesnes et Landrecies¹¹⁵. Landrecies tomba difficilement le 30 avril. Les avis étaient partagés sur la suite des opérations. Mack souhaitait attaquer Avesnes et d'autres places pour amener l'ennemi à un engagement général. Jarry, était de cette opinion¹¹⁶. Crawford invitait l'état-major à la suivre :

« Je dois rendre justice à Jarry en disant, que lors des conversations que j'ai eu avec lui, il a prédit ce qui est arrivé. [...] Jarry pense que c'est de la folie, dans l'état actuel des choses, de penser avancer vers Paris jusqu'à ce que vous soyez maître des principales places frontières mais une fois cela effectué, chaque homme en France pensera que Paris est à votre merci »¹¹⁷.

(113) Le camp de César, ligne de hauteurs au bord de l'Escaut, entre Bouchain et Cambrai. *Ibid.*, f° 109, Crawford à Auckland, Bruxelles, 22 octobre 1793.

(114) BL, Add. Mss. 34452, f° 238-239, Jarry à Auckland, Londres, 25 novembre 1793.

(115) BL, Add. Mss. 59129, f° 63, Bruce à Grenville, Bruxelles, 18 avril 1794 ; PRO, FO27/43, f° 52-71, Jarry, « Sur l'ouverture de la campagne », 8 avril 1794.

(116) AUCKLAND, *Correspondence...*, *op. cit.*, Morton Eden à Lord Auckland, Bruxelles, 25 avril 1794, III, p. 208.

(117) *Ibid.*, Crawford à Auckland, Bruxelles, 9 mai 1794, p. 211.

Le 15 mai, l'Empereur fixa à Tournai un « plan de destruction de l'armée française », en faisant marcher les troupes coalisées vers Tourcoing. Les Français les tinrent en échec. Pichegru prit Ypres le 17 juin, menaçant la Belgique. Sur la Sambre, Jourdan prit Charleroi. Cobourg, venu en renfort du prince d'Orange engagea les Français le 26 juin à Fleurus. La victoire française contraignit Cobourg à se replier sur Bruxelles. Début juillet, Pichegru et Jourdan s'engagèrent nettement en Belgique et firent leur jonction le 11 juillet à Bruxelles. Avant de pousser jusqu'au Rhin, Jourdan voulait reprendre les places conquises par les Autrichiens : Condé, Valenciennes, Le Quesnoy, Landrecies. Le 23 août 1794, Jarry reprit la plume : « Ayant appris par les nouvelles publiques que les Français attaquaient Valenciennes et Condé, cette circonstance n'ayant été qu'indiquée dans mon mémoire, j'ai cru devoir en parler plus en détail dans un supplément »¹¹⁸. « Il est si fâcheux de raisonner sur des malheurs qui ne sont point encore annoncés, que cette répugnance nous a fait supposer dans notre dernier mémoire, que les Français pourraient bien ne pas s'occuper tout de suite du siège de Valenciennes, pouvant espérer de gagner les bords du Rhin avant la fin de la campagne [...] ». Jarry exposait les trois manières de marcher sur Valenciennes et Condé et le moyen de reprendre Namur et Charleroi pour conclure : « Il serait rare qu'un plan fait deux mois à l'avance se rencontrât juste dans toutes ces circonstances, qu'il y ait des variantes à l'infini, il ne s'agit pas de cela mais du trait principal... »

Le 30 août, Condé, Valenciennes, Landrecies et Le Quesnoy étaient conquises par Scherer, poussant les Autrichiens à se retrancher le long de la Meuse. Cobourg fut remplacé par Clerfayt, résigné à la défensive. La victoire d'Aldenhoven le 2 octobre 1794 permit aux Français de contrôler la rive gauche du Rhin. Dans le Nord, Pichegru entra dans le Brabant pour s'avancer jusqu'à la Meuse et entrer en Hollande. Le duc d'York, battu à Boxel le 10 septembre, se replia sur Nimègue. En octobre 1794, Jarry remit à Windham des « observations sur le mémoire relatif à la défense de la province de Hollande »¹¹⁹. Le mémoire était l'ouvrage d'un ingénieur hollandais, rédigé plus de trente ans auparavant, communiqué à Jarry pour en extraire ce qu'il y aurait d'utile. Après avoir amendé ce travail de quelques suggestions, le général Jarry concluait : « En employant les mesures et les précautions dont on vient de rendre compte, il paraît qu'on doit être très assuré de la tranquillité et du sort de la Hollande pendant cet hiver ».

(118) PRO, WO1/390, Jarry à Grenville, Rotterdam, 23 août 1794 ; *Ibid.*, Jarry : « Supplément au mémoire du 8 août 1794 sur la reprise des Pays-Bas », f° 129-139.

(119) BL, Add. Mss., 37856, f. 305-312, 7 octobre 1794.

La suite des événements démentit cruellement ces assertions. En décembre 1794, l'armée du Nord, commandée par Pichegru, profita de la glace pour franchir les bras du Rhin, défense naturelle du pays. Le gouvernement du Stadthouder s'effondra au début de 1795, laissant la place à une République batave, qui accueillit les soldats français par des acclamations. Dans une dernière lettre datée d'Amsterdam le 19 décembre 1794¹²⁰, Jarry avertissait Lord Grenville sur « les dangers de la Hollande ».

Les notes ultérieures de Jarry restent remplies de conjectures militaires et politiques. Elles semblent avoir eu peu d'effet immédiat, comme l'a écrit lui-même Jarry au ministre de la Guerre Windham à propos d'un « Mémoire sur la continuation de la guerre »¹²¹ : « On ne l'aura pas jugé assez important pour vous être communiqué ». Cependant, les travaux de Jarry lui permirent d'assurer sa réputation d'expert militaire, une qualité qu'il put développer, cette fois comme instructeur, à partir de 1798. Il le fit d'abord en prenant en charge l'éducation militaire de William Henry Cavendish Bentinck, fils du duc de Portland qu'il avait connu à Londres¹²², puis à l'école de High Wycombe, où il dispensa en français, langue que beaucoup d'officiers ne comprenaient pas, surtout dans ce registre utilisant un vocabulaire très technique¹²³, une formation dans l'art militaire. Pour appuyer son enseignement, il rédigea plusieurs ouvrages publiés en traduction anglaise : *Le service au front et le mouvement des armées en campagne*¹²⁴, *Traité sur la marche et les mouvements des armées*¹²⁵, et surtout un *Manuel d'instruction concernant le service de l'infanterie légère en campagne*¹²⁶. Jarry, instruit par l'expérience des différentes campagnes qu'il avait été amené à suivre, y rappelait dans la préface la nécessité de la formation des officiers :

« Plus d'une fois on a vu arriver à la guerre de grands malheurs occasionnés par le défaut d'une instruction suffisante parmi des commandants subalternes.

(120) PRO, FO27/43, Jarry à Grenville, Rotterdam, 19 décembre 1794.

(121) BL, Add. Mss. 37861, f° 164, Jarry à Windham, Londres, 21 avril 1796.

(122) John ROSSELLI, *Lord William Bentinck-The Making of a Liberal Imperialist, 1774-1839*, University of California Press, 1974, p. 37.

(123) Richard GLOVER, *op. cit.*, p. 199 ; J. W. COLE, *op. cit.*, vol. II, p. 244.

(124) *Outpost duties and the movement of armies in the field, To which are added treatises on military reconnaissance and on road making*, W.C.E. Napier, Londres 1869.

(125) *Treatise on the marches and movements of armies*, Trad. R. Rochefort, Londres, 1807 (British Library).

(126) Impr. Dulan et L. Nardini, 203 p. en traduction anglaise en 1803, *Instructions concerning the duties of light infantry in the field*.

Il est donc du devoir de tout homme d'honneur de se mettre en état de remplir avec exactitude et distinction les fonctions qui lui sont confiées, ainsi que les obligations qu'il doit à son pays [...] ».

Beaucoup d'officiers émigrés cherchèrent à entrer au service de l'Angleterre à partir de 1793, pour commander ou lever des troupes, proposer des renseignements, des analyses de la situation politique et militaire ou tout simplement des plans d'attaque. Outre les convictions idéologiques qui les animaient, tous cherchaient aussi, comme Jarry, à assurer les conditions matérielles de leur existence pour sortir de la précarité dans laquelle les avait poussés une émigration plus ou moins contrainte. Jarry fut un des rares qui ait été pensionné de l'Angleterre au titre d'expert militaire et un des rares aussi qui ait terminé sa carrière à son service. La richesse et le détail des informations données dans les mémoires de Jarry nous laisse penser qu'il était en contact avec d'autres émigrés et qu'il avait réussi à se procurer une documentation (sur les places fortes en particulier). C'est probablement sa capacité à embrasser des situations militaires complexes qui lui valut l'admiration de beaucoup des coalisés. De plus, Jarry ne donnait pas seulement des avis militaires mais élaborait toute une stratégie qui intégrait des facteurs politiques. Malgré l'insistance de Crawford, Auckland, Mercy, et d'autres, il semble que les conseils de Jarry n'aient pas été pris en compte par les commandants militaires, bien qu'il ait parfois averti des dangers de leur stratégie. Faut-il remettre en cause pour autant la pertinence des avis donnés par Jarry ? Certes, lui-même reconnut à plusieurs reprises qu'il manquait d'informations suffisantes pour bien analyser la situation. C'est cependant plus dans le désaccord qui régnait chez les coalisés (entre les puissances mais aussi les rivalités dans le haut commandement au sein de chaque armée)¹²⁷, d'ailleurs mis en évidence par Jarry, qu'il faut chercher le décalage entre les propositions du Français et la réalisation des plans de campagne. Rappelons qu'en 1794, le général Mack n'avait pas réussi, pour ces raisons, à terminer la mise en œuvre de son plan quand la route de Paris semblait ouverte. En 1793, ce sont les hésitations de Cobourg qui sauvèrent la frontière du Nord. Les coalisés commirent l'erreur de dis-

(127) Jarry a dénoncé à plusieurs reprises les désaccords des coalisés : « le mémoire que l'on nous a fait l'honneur de nous communiquer, met en toute évidence, que ce n'est pas les coups portés vers le midi de la France, ni en Alsace, qui pourront terminer la querelle des puissances coalisées contre la Convention française et l'Alsace... », PRO, FO27/43, f° 28-39, « Observations sur un mémoire du 15 février dernier », Jarry, 3 mars 1794.

perser leurs efforts. Le duc d'York attaqua Dunkerque tandis que Cobourg commençait le siège du Quesnoy et que les Prussiens marchaient sur Trêves pour aider le duc de Brunswick. Le fait que l'on ait confié à Jarry la création d'une école de formation des officiers est le signe de la reconnaissance qu'il pouvait avoir de ses pairs. La réputation de Jarry dut beaucoup à sa carrière en Prusse où il avait passé près de quarante ans, en particulier en tant que directeur de l'académie militaire de Berlin, première école d'état-major fondée en Europe¹²⁸, et par conséquent au prestige de l'armée prussienne considérée alors comme la meilleure d'Europe. C'est à ce titre qu'il avait été le « faiseur militaire » de M. de Noailles, du comte de la Marck et de Liancourt, qu'il avait connus à Berlin¹²⁹. C'est davantage sa capacité à penser, à organiser, que son expérience du terrain (même si elle doit être aussi envisagée), qui explique le choix porté sur Jarry en 1799.

Hugues MARQUIS

IUFM de Poitou-Charentes
227 rue de Montmoreau
16022 Angoulême
hugues.marquis@univ-poitiers.fr

(128) Arthur de GANNIERS, *op. cit.*, p. 513.

(129) Général BIRON, 1791-1792. *Correspondance intime*, publiée par le comte de Lort de Sérignan, Paris, Perrin, 1906, p. 72.